



Togo/ Education : des progrès en matière d'infrastructures d'accueil

Le secteur de l'enseignement général ne fait pas figure de parent pauvre au Togo. D'importants investissements ont été consentis par gouvernement pour une multiplication des infrastructures d'accueil.

Depuis 2005, le pays a en effet fait beaucoup de progrès en matière d'infrastructures d'accueil dans le domaine de l'enseignement. A titre d'exemple, pour former en quantité et en qualité des enseignants pour une éducation de qualité le gouvernement a construit cinq (5) nouvelles Ecoles Normales d'Instituteurs. Ce qui porte l'effectif à six (6).

A ces efforts s'ajoute la construction de plus de cinq mille (5000) salles de classes équipées sur ressources propres et sur les projets BID, PERI, PAREC. D'autres constructions sont également encore en cours sur les projets BID III, PERI 2 et PAREC.

Il convient de souligner par ailleurs la construction de 229 salles équipées, câblées pour les Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC).

En vue de doter les écoles bénéficiaires en eau potable, plus

de 300 forages ont été construits. A cela s'ajoute la construction de plus de 2500 nouvelles latrines dans les écoles.

Dans le même temps, des efforts sont faits dans le domaine des infrastructures où l'accent est également mis sur la formation et le déploiement des enseignants et du personnel d'encadrement.

La Rédaction



Togo/ 406 Km de pistes rurales pour démarrer la mise en œuvre du PUDC

Nous vous l'annonçons dans nos précédentes publications. Le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) rentre dans sa phase active avec la construction de 406 Km de pistes rurales dans les cinq régions économiques du pays. Le lancement des travaux de construction a été effectué lundi à Guérin-Kouka dans la préfecture de Dankpen (région de la Kara) par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé en présence de Mme Khardiata Lo N'Diaye, Représentante-Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Togo, organisation chargée de la mise en œuvre du projet.

A travers la construction de ces pistes rurales, c'est au total une centaine d'agglomérations qui seront désenclavées sur l'ensemble du territoire national. Les travaux sont subdivisés en 20 lots répartis comme suit : 4 lots pour une distance de 77 km à réaliser dans les préfectures de Zio et Avé (région Maritime), 4 lots pour une distance de 67 km dans la préfecture d'Akébou (région des Plateaux), 3 lots pour une distance de 68,20 km dans la préfecture de Tchamba (région centrale), 4 lots pour une distance de 77,86 km dans les préfectures de Doufelgou et de Dankpen (région de la Kara), et 5 lots pour une distance de 116, 71 km dans les préfectures de Tandjouare et de Tône (région des Savanes).



Toutes les entreprises sélectionnées pour la réalisation de ces ouvrages ont été exhortées par le ministre Ninsao Gnofam en charge des infrastructures, à prendre toutes les dispositions pour respecter le cahier des charges

notamment le respect des délais d'exécution et de la qualité du travail.

Pour sa part, Mme Khardiata Lo N'Diaye a rappelé qu'en dehors des pistes rurales, le programme prévoit également des réalisations dans d'autres domaines prioritaires à l'image de l'électrification rurale et de l'équipement des unités sanitaires entre autres.

« L'interconnexion des pistes au réseau routier va à la fois faciliter la mobilité des populations et favoriser de nouvelles opportunités économiques. Elle facilitera également l'acheminement des produits vers les lieux de stockage ou de vente, améliorer l'accessibilité des services sociaux de base et revenus des populations dans l'optique d'une dynamisation des économies locales », a-t-elle ajouté.

Le Président de la République a saisi l'occasion du lancement de ces travaux pour procéder à la pose de la première pierre pour la construction d'un grand marché moderne à Guerin Kouka, des actions vivement saluées par les populations bénéficiaires.

Pour rappel, le PUDC a été officiellement lancé par le Chef de l'Etat le 30 juin 2016 à Mandouri dans la préfecture de Kpendjal. Il cible principalement les populations pauvres vivant dans les zones peu ou mal desservies par les interventions de l'Etat, avec pour objectif, celui d'accélérer significativement leur accès aux infrastructures, équipements et services socioéconomiques de base.

Bruno OBOE



PUDC : Bientôt la construction de plus de 400 Km de pistes rurales

Le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) rentre dans sa phase active avec le démarrage dans quelques jours de la construction de 406 km de pistes rurales dans les cinq régions économiques du Togo. La signature des contrats pour l'exécution des travaux a été effectuée ce jeudi à Lomé entre le PNUD, principal partenaire du programme, et les

responsables des entreprises attributaires sélectionnées à cet effet sur appel d'offre.

Le PUDC est un programme initié par le gouvernement togolais et officiellement lancé le 30 juin dernier à Mandouri dans la région des savanes par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration significative des conditions de vie des populations vivant dans les zones peu ou mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La construction des pistes rurales est la première phase de mise en œuvre de ce projet sur le terrain. Un total de plus de 11 milliards de F CFA est mobilisé pour cette activité qui permettra de redynamiser l'économie rurale dans les préfectures et régions du pays. C'est la région des savanes qui va bénéficier de la plus grande distance de pistes à construire soit 113 Km contre 79,7 Km pour la Kara, 68,2 km pour la région centrale, 68,1 km pour celle des plateaux et enfin 77 Km pour la région maritime.

Le ministre Ninsao Gnofam en charge des infrastructures et des transports et la représentante résidente du PNUD au Togo, Khardiata Lô NDiaye ont exhorté les entreprises attributaires à un excellent travail dans le respect des délais impartis. « *Pour le suivi, le contrôle et la supervision, nous avons déjà sélectionné des bureaux de contrôle qui ont l'expérience dans ces types de travaux* », a indiqué Khardiata Lô NDiaye tout en ajoutant que ces bureaux de contrôle seront appuyés dans les missions par les techniciens du ministère des infrastructures et des transports.

« *Nous avons généralement une période favorable pour la réalisation de ces genres de travaux et nous avons demandé aux entreprises de tout mettre en œuvre pour rester dans la période favorable pour l'exécution des travaux. Nous serons exigeants sur le respect des délais contractuels et la qualité des travaux qui seront réalisés* », a fait savoir Ninsao

Gnofam.

In fine pour cette phase du PUDC, 2500 km de pistes vont être construites. Les autres réalisations du programme concernent des projets d'électrification rurale, la construction de salles de classe, des centres de santé et de logement sociaux.

Prévu pour prendre fin en 2018, le PUDC est évalué à 155.147.034.112 F CFA.

David SOKLOU



Les acteurs en ordre de bataille pour mettre en œuvre le PUDC

En visite en Allemagne en début de semaine, où il a participé à la Conférence « Africameets Business », une initiative des parlementaires allemands, le ministre togolais des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Robert Dussey a invité le secteur privé allemand à venir au Togo du 3 au 6 avril prochain pour prendre part au « Printemps de la coopération Togo-Allemagne » à Lomé.

Le chef de la diplomatie togolaise avait à ses côtés, Gerd Müller, le ministre allemand de la Coopération économique et du développement.

Celui-ci n'a pas manqué, à l'occasion, de réitérer à ses compatriotes, ce qu'il est venu voir au Togo en début de cette année, lors d'une visite de quelques jours pour l'évaluation des progrès faits par le Togo. Il a parlé des grands travaux, des capacités actuelles du Port autonome de Lomé, le seul port en eau profonde de la sous-région ouest africaine et l'aérogare en finition.

Le ministre togolais a en marge de cette rencontre qui réunit les grandes sociétés d'Allemagne, rencontré le Secrétaire d'Etat parlementaire à la défense, Markus Grubel. Au cœur des discussions entre les deux (2) personnalités, le sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique que le Togo accueille en octobre prochain.

« L'Allemagne se réjouit de l'initiative prise par l'Etat togolais d'abriter une telle rencontre et félicite le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, pour son rôle de leadership sur les questions liées à la sécurité et la sûreté maritimes. Elle s'engage donc aux côtés du Togo pour la réussite de cette importante rencontre », s'est félicité M. Grubel.

La coopération entre l'Allemagne et le Togo a été reprise en 2011. Aujourd'hui, le degré de relations diplomatiques et économique entre les deux pays est très avancé.



Les acteurs en ordre de bataille pour mettre en œuvre le PUDC

Pour améliorer significativement les conditions de vie des populations et réduire les inégalités dans les zones rurales, le gouvernement compte depuis quelques mois sur un nouveau programme d'urgence. Il s'agit du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

On se souvient que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a présenté il y a quelques ce nouveau programme à Helen Clark, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à New York, à l'occasion de la célébration des 50 ans d'âge du PNUD.

Ce jeudi à Lomé, les besoins prioritaires des populations togolaises ont été présentés aux points focaux des différents ministères à la Présidence de la République en présence de la ministre en charge du Développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé, du ministre de la Planification du développement, Kossi Assimaïdou et la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, Khardiata Lo N'diaye.

« Il s'agit de choses « très concrètes » qui répondent à des besoins pressants de la population et qu'il y a urgence à résoudre. « Le PNUD met toutes ses capacités et ses ressources en œuvre pour que ce programme sur lequel beaucoup d'espoir sont fondés puisse être un vrai succès. Nous sommes rassurés par l'engagement des structures ministérielles et leur bonne compréhension de l'intervention du PUDC, non pas comme une intervention concurrente mais comme une intervention complémentaire », a déclaré à la fin des travaux Mme Lo N'diaye.

Le PUDC a quatre (4) composantes. Il s'agit des infrastructures socio-communautaires, des bâtiments scolaires, des cliniques mobiles, des points de forage, d'eau, des pistes rurales qui font partie de la première composante, du renforcement des capacités des populations en seconde position, de l'entrepreneuriat rural en troisième et de la géolocalisation.

Ce nouveau programme va mobiliser 155 milliards de francs dans trois (3) ans.